



PRÉFECTURE DU GERS

RECEPISSE DE DÉPÔT DE DOSSIER DE DECLARATION
CONCERNANT
CONSTRUCTION D'UN ENSEMBLE COMMERCIAL - RETAIL PARK

COMMUNE DE L'ISLE-JOURDAIN

DOSSIER N° 32-2014-00037

Le préfet du GERS

ATTENTION : CE RECEPISSE ATTESTE DE L'ENREGISTREMENT DE VOTRE DEMANDE MAIS N'AUTORISE PAS LE DEMARRAGE IMMEDIAT DES TRAVAUX.

VU le code de l'environnement, et notamment les articles L. 211-1, L. 214-1 à L. 214-6 et R. 214-1 à R. 214-56 ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code civil et notamment son article 640 ;

VU le décret n°94-469 du 3 juin 1994 relatif à la collecte et au traitement des eaux usées mentionnées aux articles L. 372-1-1 et L. 372-3 du code des communes ;

VU le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) ;

VU le dossier de déclaration déposé au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement considéré complet en date du 17/02/14, présenté par la SCCV ISLE JOURDAIN DEVELOPPEMENT représentée par Monsieur le Gérant, enregistré sous le n° 32-2014-00037 et relatif à : Construction d'un ensemble commercial - Retail park ;

VU l'arrêté préfectoral du 2 avril 2013 portant délégation de signature à M. le Directeur Départemental des Territoires du Gers ;

donne récépissé du dépôt de sa déclaration au pétitionnaire suivant :

SCCV ISLE JOURDAIN DEVELOPPEMENT

18, rue des cosmonautes

31400 TOULOUSE

concernant : **Construction d'un ensemble commercial - Retail park**

dont la réalisation est prévue dans la commune de L'ISLE-JOURDAIN.

Les ouvrages constitutifs à ces aménagements rentrent dans la nomenclature des opérations soumises à déclaration au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement. La rubrique du tableau de l'article R. 214-1 du code de l'environnement concernée est la suivante :

| Rubrique | Intitulé | Régime | Arrêtés de prescriptions générales correspondant |
|----------|---|-------------|--|
| 2.1.5.0 | Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 1° Supérieure ou égale à 20 ha (A) 2° Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha (D) | Déclaration | |

Le déclarant ne peut pas débuter les travaux avant le 17/04/2014, correspondant au délai de deux mois à compter de la date de réception du dossier de déclaration complet durant lequel il peut être fait une éventuelle opposition motivée à la déclaration par l'administration, conformément à l'article R. 214-35 du code de l'environnement.

Au cas où le déclarant ne respecterait pas ce délai, il s'exposerait à **une amende** pour une contravention de 5ème classe d'un montant **maximum de 1 500 euros** pour les personnes physiques. Pour les personnes morales, ce montant est multiplié par 5.

Durant ce délai, il peut être demandé des compléments au déclarant si le dossier n'est pas jugé régulier, il peut être fait opposition à cette déclaration, ou des prescriptions particulières éventuelles peuvent être établies sur lesquelles le déclarant sera alors saisi pour présenter ses observations.

En l'absence de suite donnée par le service police de l'eau à l'échéance de ce délai de 2 mois, le présent récépissé vaut accord tacite de déclaration.

A cette échéance, copies de la déclaration et de ce récépissé seront alors adressées à la mairie de l'ISLE-JOURDAIN où cette opération doit être réalisée, pour affichage d'une durée minimale d'un mois pour information.

Ces documents seront mis à disposition du public sur le site internet des services de l'État dans le GERS durant une période d'au moins six mois.

Cette décision sera alors susceptible de recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent, conformément à l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement, à compter de la date de sa publication ou de son affichage à la mairie de la commune de l'ISLE-JOURDAIN par le déclarant dans un délai de deux mois et par les tiers dans un délai d'un an. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage en mairie, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

Le service de police de l'eau devra être averti de la date de début des travaux ainsi que de la date d'achèvement des ouvrages et, le cas échéant, de la date de mise en service.

Les ouvrages, les travaux et les conditions de réalisation et d'exploitation doivent être conformes au dossier déposé.

L'observation des dispositions figurant dans le dossier déposé, pourra entraîner l'application des sanctions prévues à l'article R. 216-12 du code de l'environnement.

En application de l'article R. 214-40 du code de l'environnement, toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale doit être porté, **avant réalisation** à la connaissance du préfet qui peut exiger une nouvelle déclaration.

Les agents mentionnés à l'article L. 216-3 du code de l'environnement et notamment ceux chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront libre accès aux installations objet de la déclaration dans les conditions définies par le code de l'environnement, dans le cadre d'une recherche d'infraction.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Le présent récépissé ne dispense en aucun cas le déclarant de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

A AUCH, le 19 février 2014

Pour le préfet et par délégation,
P/le directeur départemental des territoires,
Le chef du service eau et risques,

signé : Agnès CHABRILLANGES

Les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique destiné à l'instruction de votre dossier par les agents chargés de la police de l'eau en application du code de l'environnement. Conformément à la loi « informatique et liberté » du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification des informations qui vous concernent. Si vous désirez exercer ce droit et obtenir une communication des informations vous concernant, veuillez adresser un courrier au guichet unique de police de l'eau où vous avez déposé votre dossier, à défaut auprès de la direction de l'eau et de la biodiversité du ministère de l'Ecologie, du Développement durable, des Transports et du Logement.

**Direction Départementale des
Territoires du Gers**

Service Eau et Risques

19 place de l'ancien foirail
BP 342
32007 AUCH

Dossier suivi par : Francis KASPSZAK
E-Mail : francis.kaspszak@gers.gouv.fr
Tél. : 05 62 61 53 58
Fax : 05 62 61 53 82

Objet : dossier de déclaration instruit au titre des articles L214-1 à 214-6 du code
de l'environnement : rejet EP – Construction d'un ensemble commercial
Retail Park – Commune de L'Isle Jourdain – Accord

Réf. : **Dossier n°32-2014-00037**

AUCH, le 14 avril 2014

Monsieur le Gérant,

Après instruction de votre dossier de déclaration au titre des articles L 214-1 à L 214-8 du code de
l'environnement relatif à :

**REJET DES EAUX PLUVIALES – CONSTRUCTION D'UN ENSEMBLE COMMERCIAL
RETAIL PARK – COMMUNE DE L'ISLE JOURDAIN**

pour lequel un récépissé vous a été délivré en date du 19 février 2014 et qui a été déclaré complet et
régulier le 14 avril 2014, j'ai l'honneur de vous informer que je ne compte pas faire opposition à votre
déclaration. **Dès lors, vous pouvez entreprendre cette opération à compter de la réception du
présent courrier.**

Copies de la déclaration, du récépissé et du présent courrier sont adressées dès à présent à la mairie
de **L'ISLE JOURDAIN** où cette opération doit être réalisée pour affichage pendant une durée minimale
d'un mois. Ces documents seront mis à disposition du public sur le site internet de la Direction
Départementale des Territoires du GERS durant une période d'au moins six mois.

Cette décision est susceptible d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de votre part
dans un délai de deux mois et par les tiers dans un délai d'un an dans les conditions définies à l'article
L 514-6 du code de l'environnement à compter de la date d'affichage à la mairie de **L'ISLE
JOURDAIN**.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Gérant, l'expression de ma considération distinguée.

Pour le Directeur Départemental des Territoires
Le Chef du Service Eau et Risques

signé : Agnès CHABRILLANGES

Pièce jointe :

Un certificat d'achèvement de travaux

Copie pour information :

– BUROTEC – 5 avenue Georges Pompidou – 31270 CUGNAUX

– COMMUNAUTE DE COMMUNES DE LA GASCOGNE TOULOUSAINNE – ZA de Pont Peyrin –
Rue Louis Aygobère – 32600 L'ISLE JOURDAIN